



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet Processing Software Solution	
Solicitation No. - N° de l'invitation 24062-180627/D	Amendment No. - N° modif. 009
Client Reference No. - N° de référence du client 24062-180627	Date 2020-09-18
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-138-38306	
File No. - N° de dossier 138xl.24062-180627	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-09-28	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Weinberger, Beth	Buyer Id - Id de l'acheteur 138xl
Telephone No. - N° de téléphone (819) 576-5319 ()	FAX No. - N° de FAX (000) 000-0000
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. – N° de l'invitation 24062-180627/A	Amd. No – N° de la modif. 009	Buyer ID – Id de l'acheteur 138XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client 24062-180627	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

La modification 009 de l'invitation à soumissionner vise à : (1) procéder à des révisions tout au long de la demande de propositions en référence au processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement ; (2) remplacer l'annexe E ; (3) remplacer le formulaire 5; et (4) publier les questions et réponses.

PART 1: procéder à des révisions tout au long de la demande de propositions en référence au processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement:

Ajouter en tant que partie 1, article 1.2 (j), le texte suivant.

Insérer en tant que sous-article 1.2 (j) le texte suivant:

1.2 (j) La présente demande de soumissions contient une exigence de sécurité relative à la chaîne d'approvisionnement de chacun des soumissionnaires, y compris une date de clôture distincte pour fournir cette information au Canada ; voir la Partie 3 - Instructions pour la préparation des soumissions pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'évaluation des renseignements sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement (SCSI) des soumissionnaires.

Insérer à la partie 3, sous-article 3.1, point b) iv) et v), les points suivants:

3.1 (b) (iv) Section IV: Informations complémentaires

(v) Section V: Informations sur la chaîne d'approvisionnement

Supprimer l'article 3.8 - Exigences relatives à l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement (ICH) dans son intégralité.

Remplacer par le texte suivant:

3.8 Section V : Informations sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement

Les soumissionnaires doivent soumettre des informations spécifiques concernant chaque composant de la chaîne d'approvisionnement de la solution qu'ils proposent ("informations sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement" ou "SCSI"), comme défini dans l'annexe E - Processus d'évaluation des informations sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement. Les informations relatives à la sécurité de la chaîne d'approvisionnement doivent être soumises dans cette section. Les renseignements sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement seront utilisés par le Canada pour évaluer si, à son avis, la chaîne d'approvisionnement proposée par un soumissionnaire crée la possibilité que la solution proposée par le soumissionnaire puisse compromettre ou être utilisée pour compromettre l'intégrité de la sécurité de l'équipement, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou de l'information du Canada, conformément à l'évaluation des renseignements sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement, telle que décrite à l'Annexe E - Processus d'évaluation des renseignements sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement.

Insérer comme sous-article 4.1.7 le texte suivant:

4.1.7 Processus d'évaluation des informations relatives à la sécurité de la chaîne d'approvisionnement

Le Canada évaluera si, à son avis, la chaîne d'approvisionnement de chaque soumissionnaire crée la possibilité que la solution proposée par le soumissionnaire puisse compromettre ou être utilisée pour compromettre l'intégrité de la sécurité de l'équipement, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des informations du Canada, conformément à l'annexe E - Processus d'évaluation des renseignements sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement.

Solicitation No. – N° de l'invitation 24062-180627/A	Amd. No – N° de la modif. 009	Buyer ID – Id de l'acheteur 138XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client 24062-180627	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Supprimer le sous-article 4.6 (b) dans son intégralité.

Remplacer par le texte suivant:

4.6 (b) Pour être déclarée recevable par niveau, une offre doit être soumise :

- (i) se qualifier conformément au processus d'évaluation des informations relatives à la sécurité de la chaîne d'approvisionnement ;
- (ii) être conforme à toutes les exigences de l'appel d'offres ;
- (iii) répondre à tous les critères d'évaluation technique obligatoires ; et
- (iv) obtenir la note minimale requise de 60 % pour les critères d'évaluation technique tels que stipulés à l'annexe G - Évaluation des offres et évaluation de la capacité et de la convivialité, qui font l'objet d'une notation par points.

Sous réserve du processus de conformité progressive des offres, les offres ne répondant pas aux critères (i) ou (ii) ou (iii) ou (iv) seront déclarées non conformes.

Insérer comme partie 7, article 7.34 - Processus continu d'évaluation des informations relatives à la sécurité de la chaîne d'approvisionnement, comme suit:

7.34 Processus continu d'évaluation des informations relatives à la sécurité de la chaîne d'approvisionnement

(a) Processus d'évaluation des informations relatives à la sécurité de la chaîne

d'approvisionnement : Les parties reconnaissent qu'un processus d'évaluation des informations relatives à la sécurité de la chaîne d'approvisionnement a été un élément clé du processus de passation de marchés qui a abouti à l'attribution du présent contrat. Dans le cadre de ce processus d'évaluation, le Canada a évalué les informations sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement ("SCSI") de l'entrepreneur sans identifier de problèmes de sécurité. Le SCSI suivant a été soumis :

- (i) Formulaire de soumission d'informations sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement
- (ii) la liste des produits informatiques ; et,
- (iii) Diagramme de réseau.

Ce SCSI est inclus dans l'annexe E - Processus d'évaluation des informations relatives à la sécurité de la chaîne d'approvisionnement. Les parties reconnaissent également que la sécurité est une considération essentielle pour le Canada en ce qui concerne le présent contrat et qu'une évaluation continue du SCSI sera nécessaire pendant toute la durée du contrat. Le présent article régit ce processus.

(b) Évaluation du nouveau SCSI : Pendant la durée du contrat, le contractant peut avoir besoin de modifier le SCSI figurant à l'annexe E - Processus d'évaluation des informations relatives à la sécurité de la chaîne d'approvisionnement. Dans cette regard :

- (i) Le contractant, à compter de l'attribution du contrat, doit réviser son ISCS au moins une fois par mois afin d'indiquer toutes les modifications apportées, ainsi que toutes les suppressions et tous les ajouts au ISCS qui affectent les services prévus par le contrat (y compris les produits déployés par ses sous-traitants) pendant cette période ; la liste doit être marquée afin d'indiquer les modifications apportées pendant la période applicable. Si aucune modification n'a été apportée au cours du mois de référence, le contractant doit informer l'autorité contractante par écrit que la liste existante est inchangée.
- (ii) Le contractant convient que, pendant la période contractuelle, il fournira périodiquement (au moins une fois par an) à l'autorité contractante des mises à jour concernant les nouveaux produits à venir qu'il prévoit de déployer dans le cadre des travaux (par exemple, au fur et à mesure de l'élaboration de sa "feuille de route technologique" ou de plans similaires). Cela

Solicitation No. – N° de l'invitation 24062-180627/A	Amd. No – N° de la modif. 009	Buyer ID – Id de l'acheteur 138XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client 24062-180627	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

permettra au Canada d'évaluer ces produits à l'avance afin de pouvoir identifier tout problème de sécurité avant que les produits ne soient déployés en relation avec les services fournis dans le cadre du contrat. Le Canada s'efforcera d'évaluer les nouveaux produits proposés dans un délai de 30 jours civils, bien que des listes de produits plus longues puissent prendre plus de temps.

- (iii) Le Canada se réserve le droit d'effectuer une évaluation complète et indépendante de la sécurité de tous les nouveaux SCSI. L'entrepreneur doit, si l'autorité contractante le lui demande, fournir toute information dont le Canada a besoin pour effectuer son évaluation.

(c) Identification des nouvelles vulnérabilités de sécurité dans les SCSI déjà évaluées par le Canada :

- (i) L'entrepreneur doit fournir au Canada, en temps opportun, des renseignements sur toute vulnérabilité dont il prend connaissance dans le cadre de l'exécution des travaux, y compris toute faiblesse ou tout défaut de conception, identifié dans tout produit utilisé pour fournir des services, qui permettrait à une personne non autorisée de compromettre l'intégrité, la confidentialité, les contrôles d'accès, la disponibilité, la cohérence ou le mécanisme de vérification du système ou des données et applications qu'il héberge.
- (ii) L'entrepreneur reconnaît que la nature des technologies de l'information est telle que de nouvelles vulnérabilités, y compris des vulnérabilités en matière de sécurité, sont constamment identifiées et que, dans ce cas, de nouvelles vulnérabilités en matière de sécurité peuvent être identifiées dans le SCSI qui ont déjà fait l'objet d'une évaluation du SCSI et ont été évaluées sans problème de sécurité par le Canada, soit pendant le processus d'achat, soit plus tard pendant la durée du contrat.

(d) Répondre aux préoccupations en matière de sécurité :

- (i) Si le Canada avise l'entrepreneur de préoccupations en matière de sécurité concernant un produit qui n'a pas encore été déployé, l'entrepreneur convient de ne pas le déployer dans le cadre du présent contrat sans le consentement de l'autorité contractante.
- (ii) En tout temps pendant la durée du contrat, si le Canada avise l'entrepreneur que, selon lui, un produit utilisé dans la solution de l'entrepreneur (y compris l'utilisation par un sous-traitant) a été évalué comme pouvant compromettre ou être utilisé pour compromettre la sécurité de l'équipement, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou de l'information du Canada, l'entrepreneur doit alors
 - (A) fournir au Canada toute information supplémentaire demandée par l'autorité contractante afin que le Canada puisse procéder à une évaluation complète ;
 - (B) si l'autorité contractante le demande, proposer un plan d'atténuation (y compris un calendrier), dans un délai de 10 jours ouvrables, tel que la migration vers un produit de remplacement. L'autorité contractante avisera l'entrepreneur par écrit si le Canada approuve le plan d'atténuation, ou lui fera part de ses commentaires sur les préoccupations ou les lacunes du plan d'atténuation ; et
 - (C) mettre en œuvre le plan d'atténuation approuvé par le Canada. Ce processus s'applique à la fois aux nouveaux produits et aux produits qui ont déjà été évalués par le Canada dans le cadre du processus d'évaluation des informations sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement, mais pour lesquels de nouvelles vulnérabilités en matière de sécurité ont été identifiées depuis.
- (iii) Malgré le sous-article précédent, si le Canada détermine, à sa discrétion, que le problème de sécurité identifié représente une menace grave et imminente pour la sécurité nationale, l'autorité contractante peut exiger que l'entrepreneur cesse immédiatement de déployer le ou les produits identifiés dans le cadre des travaux. Pour les produits qui ont déjà été déployés, l'entrepreneur doit identifier et/ou retirer (selon les exigences de l'autorité contractante) le ou les produits des travaux selon un calendrier déterminé par le Canada. Toutefois, avant de prendre une décision finale à cet égard, le Canada donnera à l'entrepreneur la possibilité de

Solicitation No. – N° de l'invitation 24062-180627/A	Amd. No – N° de la modif. 009	Buyer ID – Id de l'acheteur 138XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client 24062-180627	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

présenter des observations dans les 48 heures suivant la réception de l'avis de l'autorité contractante. L'entrepreneur peut proposer, par exemple, des mesures d'atténuation à l'attention du Canada. Le Canada prendra alors une décision finale.

(e) Implications en termes de coûts :

(i) Toute incidence financière liée à une demande du Canada de cesser le déploiement ou de retirer un ou des produits particuliers sera examinée et négociée de bonne foi par les parties au cas par cas et peut faire l'objet d'une modification du contrat ; toutefois, malgré ces négociations, l'entrepreneur doit cesser de déployer et/ou de retirer le ou les produits, comme l'exige le Canada. Les négociations se poursuivront alors séparément. Les parties conviennent que, au minimum, les facteurs suivants seront pris en compte dans leurs négociations, le cas échéant :

(A) en ce qui concerne les produits déjà évalués sans problème de sécurité par le Canada à la suite d'une évaluation du PCD, une preuve de l'entrepreneur indiquant depuis combien de temps il est propriétaire du produit ;

(B) en ce qui concerne les nouveaux produits, si l'entrepreneur a été raisonnablement en mesure ou non de donner un préavis au Canada concernant l'utilisation du nouveau produit dans le cadre des travaux ;

(C) une preuve de l'entrepreneur indiquant le montant qu'il a payé pour le produit, ainsi que tout montant qu'il a payé d'avance ou qu'il s'est engagé à payer pour l'entretien et le soutien de ce produit ;

(D) la durée de vie utile normale du produit ;

(E) toute "fin de vie" ou autre annonce du fabricant du produit indiquant que le produit n'est ou ne sera plus pris en charge ;

(F) la durée de vie utile normale du produit de remplacement proposé ;

(G) le temps restant dans la période contractuelle ;

(H) le fait que le produit existant ou le produit de remplacement est ou sera utilisé exclusivement pour le Canada ou que le produit est également utilisé pour fournir des services à d'autres clients de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants ;

(I) si le produit remplacé peut ou non être redéployé chez d'autres clients ;

(J) toute formation requise pour le personnel de l'entrepreneur en ce qui concerne l'installation, la configuration et l'entretien des produits de remplacement, à condition que l'entrepreneur puisse démontrer que son personnel n'aurait pas autrement besoin de cette formation ;

(K) tout coût de développement nécessaire au contractant pour intégrer les produits de remplacement dans le portail de services, les opérations, l'administration et les systèmes de gestion, si les produits de remplacement sont des produits qui ne sont pas autrement déployés quelque part en relation avec les travaux ; et

(L) l'impact du changement sur le Canada, y compris le nombre et le type de ressources nécessaires et le temps nécessaire à la migration.

(ii) En outre, si l'autorité contractante le demande, le contractant doit présenter une ventilation détaillée des coûts, une fois que tous les travaux visant à résoudre un problème de sécurité identifié en vertu du présent article ont été achevés. La ventilation des coûts doit contenir une liste détaillée de tous les éléments de coûts applicables liés aux travaux requis par l'autorité contractante et doit être signée et certifiée exacte par le responsable financier le plus haut placé du contractant, sauf indication contraire écrite de l'autorité contractante. Le Canada doit considérer que les informations à l'appui sont suffisamment détaillées pour chaque élément de coût afin de permettre une vérification complète. En aucun cas, le remboursement des dépenses de l'entrepreneur (ou de ses sous-traitants) ne dépassera les frais remboursables démontrés directement attribuables à l'exigence du Canada de cesser le déploiement ou de retirer un ou plusieurs produits particuliers.

Solicitation No. – N° de l'invitation 24062-180627/A	Amd. No – N° de la modif. 009	Buyer ID – Id de l'acheteur 138XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client 24062-180627	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

(iii) Malgré les autres dispositions du présent article, si l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants déploie de nouveaux produits dont le Canada a déjà indiqué à l'entrepreneur qu'ils font l'objet de préoccupations en matière de sécurité dans le cadre des travaux, le Canada peut exiger que l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants cesse immédiatement de déployer ou de retirer ce produit. Dans de tels cas, tous les coûts associés au respect de l'exigence du Canada seront assumés par l'entrepreneur et/ou le sous-traitant, tel que négocié entre eux. Le Canada ne sera pas responsable de ces coûts.

(f) General:

- (i) Le processus décrit dans le présent article peut s'appliquer à un seul produit, à un ensemble de produits ou à tous les produits fabriqués ou distribués par un fournisseur particulier.
- (ii) Le processus décrit dans le présent article s'applique également aux sous-traitants. En ce qui concerne les implications en matière de coûts, le Canada reconnaît que les considérations de coûts relatives aux préoccupations concernant les sous-traitants (par opposition aux Produits) peuvent être différentes et peuvent inclure des facteurs tels que la disponibilité d'autres sous-traitants pour effectuer le travail.
- (iii) Tout niveau de service qui n'est pas atteint en raison d'une transition vers un nouveau produit ou un nouveau sous-traitant requis par le Canada en vertu du présent article ne donnera pas lieu à un crédit de service, et un échec à cet égard ne sera pas pris en considération pour les calculs métriques globaux, à condition que l'entrepreneur mette en oeuvre les changements nécessaires conformément au plan de migration approuvé par le Canada ou procède immédiatement à la mise en oeuvre des exigences du Canada si celui-ci a déterminé que la menace pour la sécurité nationale est à la fois grave et imminente.
- (iv) Si l'entrepreneur se rend compte qu'un sous-traitant déploie des produits sujets à des préoccupations en matière de sécurité dans le cadre des travaux, il doit en aviser immédiatement l'autorité contractante et le responsable technique et l'entrepreneur doit faire respecter les modalités de son contrat avec son sous-traitant. Le contractant reconnaît ses obligations conformément aux Conditions générales 2030 Complexité supérieure - Biens, paragraphe 9(3).
- (v) Toute décision prise par le Canada constituera une décision concernant un produit ou un sous-traitant particulier et son utilisation proposée en vertu du présent contrat, et ne signifie pas que le même produit ou sous-traitant serait nécessairement évalué de la même façon si on proposait de l'utiliser à une autre fin ou dans un autre contexte.

(g) Subcontracting

- (i) Malgré les conditions générales, aucun des travaux ne peut être sous-traité (même à une filiale du contractant) sans le consentement préalable écrit de l'autorité contractante. Afin de demander le consentement de l'autorité contractante, le contractant doit fournir les informations suivantes:
 - (A) le nom du sous-traitant ;
 - (B) la partie des travaux à exécuter par le sous-traitant ;
 - (C) le niveau de contrôle de l'organisation désignée ou le niveau d'habilitation de sécurité de l'installation (HSI) du sous-traitant ;
 - (D) la date de naissance, le nom complet et le statut de l'habilitation de sécurité des personnes employées par le sous-traitant qui devront avoir accès aux installations du Canada ;
 - (E) la sous-CLS remplie et signée par l'agent de sécurité de l'entreprise du sous-traitant pour l'achèvement de la DSIC ; et
 - (F) toute autre information requise par l'autorité contractante.
- (ii) Aux fins du présent article, un "sous-traitant" ne comprend pas un fournisseur qui traite avec le contractant sans lien de dépendance et dont le seul rôle est de fournir des équipements de télécommunications ou autres ou des logiciels qui seront utilisés par le contractant pour fournir des

Solicitation No. – N° de l'invitation 24062-180627/A	Amd. No – N° de la modif. 009	Buyer ID – Id de l'acheteur 138XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client 24062-180627	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

services, y compris si les équipements seront installés dans la dorsale ou l'infrastructure du contractant.

(h) Changement de contrôle

- (i) À tout moment pendant la durée du contrat, si l'autorité contractante le demande, l'entrepreneur doit fournir au Canada:

(A) un organigramme du contractant indiquant toutes les sociétés et sociétés de personnes liées ; aux fins du présent sous-article, une société ou société de personnes sera considérée comme liée à une autre entité si:

- (i) ils sont des "personnes liées" ou des "personnes affiliées" au sens de la loi canadienne de l'impôt sur le revenu ;
- (ii) les entités ont maintenant ou au cours des deux années précédant la demande de renseignements, entretenu une relation fiduciaire entre elles (soit en raison d'un accord de représentation ou de toute autre forme de relation fiduciaire) ; ou
- (iii) les entités ont par ailleurs un lien de dépendance entre elles, ou chacune d'entre elles a un lien de dépendance avec le même tiers.

(B) une liste de tous les actionnaires de l'entrepreneur ; si l'entrepreneur est une filiale, cette information doit être fournie pour chaque société mère ou société de personnes mère, jusqu'au propriétaire final ; en ce qui concerne toute société cotée en bourse, le Canada prévoit que les circonstances dans lesquelles il exigerait une liste complète des actionnaires seraient inhabituelles et que toute demande du Canada pour une liste des actionnaires d'une société cotée en bourse serait normalement limitée à une liste des actionnaires qui détiennent au moins 1% des actions avec droit de vote ;

(C) une liste de tous les administrateurs et dirigeants de l'entrepreneur, avec l'adresse du domicile, la date et le lieu de naissance et la ou les citoyenneté(s) de chaque personne ; si l'entrepreneur est une filiale, ces informations doivent être fournies pour chaque société mère ou société de personnes mère, jusqu'au propriétaire final ; et

(D) toute autre information relative à la propriété et au contrôle qui peut être demandée par le Canada.

Si l'autorité contractante le demande, le contractant doit également fournir ces informations concernant ses sous-traitants. Toutefois, si un sous-traitant considère que ces informations sont confidentielles, le contractant peut remplir son obligation en demandant au sous-traitant de soumettre les informations directement à l'autorité contractante. Que les renseignements soient soumis par l'entrepreneur ou par un sous-traitant, le Canada accepte de traiter ces renseignements conformément au paragraphe 23(3) des conditions générales 2030 (Conditions générales - Complexité supérieure - Biens), à condition que les renseignements aient été marqués comme étant confidentiels ou exclusifs.

- (ii) Le contractant doit notifier par écrit à l'autorité contractante:

(A) tout changement de contrôle dans le contractant lui-même ;

(B) tout changement de contrôle dans toute société mère ou société de personnes mère du contractant, jusqu'au propriétaire final ; et

(C) tout changement de contrôle de tout sous-traitant exécutant une partie des travaux (y compris tout changement de contrôle de toute société mère ou société de personnes mère du sous-traitant, jusqu'au propriétaire final).

- (iii) Le contractant doit fournir cet avis au plus tard 10 jours ouvrables du gouvernement fédéral (JOT) après tout changement de contrôle (ou, dans le cas d'un sous-traitant, dans les 15 JOT après tout changement de contrôle). Dans la mesure du possible, le Canada demande que l'entrepreneur donne un préavis de toute transaction de changement de contrôle proposée.

Solicitation No. – N° de l'invitation 24062-180627/A	Amd. No – N° de la modif. 009	Buyer ID – Id de l'acheteur 138XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client 24062-180627	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (iv) Dans le présent article, un "changement de contrôle" comprend, sans s'y limiter, un changement direct ou indirect du contrôle effectif de la société ou de la société de personnes, qu'il résulte d'une vente, d'une charge ou de toute autre disposition des actions (ou de toute forme de parts de société de personnes) par tout autre moyen. Dans le cas d'un entrepreneur ou d'un sous-traitant d'une coentreprise, cela s'applique à un changement de contrôle de l'un des membres de la société ou de la société de personnes de la coentreprise. Dans le cas d'un contractant ou d'un sous-traitant qui est une société de personnes ou une société en commandite, cette exigence s'applique également à toute société ou société en commandite qui est un associé.
- (v) Si le Canada détermine, à sa seule discrétion, qu'un changement de contrôle touchant l'entrepreneur (soit chez l'entrepreneur lui-même ou chez l'un de ses parents, jusqu'au propriétaire ultime) peut être préjudiciable à la sécurité nationale, le Canada peut résilier le contrat sans égard à la responsabilité en donnant un avis à l'entrepreneur dans les 90 jours civils suivant la réception de l'avis de l'entrepreneur concernant le changement de contrôle. Le Canada ne sera pas tenu de fournir les raisons de la résiliation du contrat en rapport avec le changement de contrôle, si le Canada détermine, à sa discrétion, que la divulgation de ces raisons pourrait elle-même porter atteinte à la sécurité nationale.
- (vi) Si le Canada détermine, à sa seule discrétion, qu'un changement de contrôle affectant un sous-traitant (soit chez le sous-traitant lui-même, soit chez l'une de ses sociétés mères, jusqu'au propriétaire ultime) peut être préjudiciable à la sécurité nationale, le Canada avisera l'entrepreneur par écrit de sa décision. Le Canada ne sera pas tenu de fournir les raisons de sa décision si le Canada estime, à sa discrétion, que la divulgation de ces raisons pourrait elle-même porter atteinte à la sécurité nationale. L'entrepreneur doit, dans les 90 jours civils suivant la réception de la décision du Canada, prendre des dispositions pour qu'un autre sous-traitant, acceptable pour le Canada, exécute la partie des travaux qui est exécutée par le sous-traitant actuel (ou l'entrepreneur doit exécuter lui-même cette partie des travaux). Si l'entrepreneur ne le fait pas dans ce délai, le Canada aura le droit de résilier le contrat sans égard à la responsabilité en donnant un avis à l'entrepreneur dans les 180 jours civils suivant la réception de l'avis original de l'entrepreneur concernant le changement de contrôle.
- (vii) Dans le présent article, la résiliation "sans faute" signifie qu'aucune partie ne sera responsable envers l'autre en ce qui concerne le changement de contrôle ou la résiliation qui en résulte, et que le Canada ne sera tenu de payer que pour les services reçus jusqu'à la date effective de la résiliation.

Malgré ce qui précède, le droit du Canada de résilier le contrat "sans égard à la responsabilité" ne s'appliquera pas aux circonstances dans lesquelles il y a une réorganisation interne qui n'affecte pas la propriété de la société mère ultime ou de la société mère de l'entrepreneur ou du sous-traitant, selon le cas ; c'est-à-dire que le Canada n'a pas le droit de résilier le contrat en vertu du présent article lorsque l'entrepreneur ou le sous-traitant continue, en tout temps, d'être contrôlé, directement ou indirectement, par le même propriétaire ultime. Toutefois, dans un tel cas, les exigences de préavis du présent article s'appliquent toujours.

Solicitation No. – N° de l'invitation 24062-180627/A	Amd. No – N° de la modif. 009	Buyer ID – Id de l'acheteur 138XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client 24062-180627	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PART 2:

Supprimer l'annexe E dans son intégralité.

Remplacer par le texte suivant:

ANNEXE E

PROCESSUS D'ÉVALUATION DE L'INFORMATION SUR LA SÉCURITÉ DE LA CHAÎNE

D'APPROVISIONNEMENT

Introduction

Les soumissionnaires doivent soumettre de l'information précise sur chaque composant de la solution de la chaîne d'approvisionnement qu'ils proposent. Cette information est appelée *Information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement (ISCA)*. Le Canada utilisera cette information pour évaluer si, à son avis, la chaîne d'approvisionnement proposée par un soumissionnaire pourrait faire en sorte que la solution proposée par le soumissionnaire compromette ou serve à compromettre l'intégrité de la sécurité du matériel, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des renseignements lui appartenant conformément au processus décrit dans la présente annexe. Cette évaluation est appelée Processus d'évaluation de l'ISCA.

Les soumissionnaires doivent fournir leur ISCA pour une solution qui est hébergée dans l'environnement technique du Canada (voir l'appendice A de l'annexe E – Aperçu conceptuel de l'environnement technique).

Définitions

Les termes et les expressions suivants utilisés dans le processus d'ICA sont définis comme suit :

- a. **Nom du FEO** désigne le nom du fabricant d'équipement d'origine (FEO) du produit commandé.
- b. **Numéro DUNS du FEO** désigne le système de numérotation universel des données (DUNS). Il s'agit d'un numéro unique à neuf chiffres attribué à chaque emplacement physique d'une entreprise. C'est une norme mondiale qui est utilisée pour déterminer la cote de crédit d'une entreprise. Si l'entreprise n'a pas de numéro DUNS, ou si vous êtes incapable de le trouver, saisissez les renseignements demandés dans la section « C – Renseignements sur les propriétaires ». Les renseignements sur les propriétaires incluent les cinq principaux (en pourcentage) investisseurs et propriétaires de l'entreprise. Les noms fournis pour les investisseurs et les propriétaires sont ceux qui se trouvent dans les documents d'investissement ou de propriété de l'entreprise en question.
- c. **Nom du produit** désigne le nom du FEO pour le produit.
- d. **Numéro du modèle** désigne le numéro de modèle ou de version du produit du FEO.
- e. **Renseignements sur la vulnérabilité** désigne les renseignements sur les cinq derniers problèmes de sécurité signalés en ce qui concerne le produit. Si le FEO a publié ces renseignements sur le site Web CVE, indiquez les numéros CVE en les **séparant par des points-virgules (;)**.
Si le FEO ne publie pas ces renseignements sur le site Web CVE, vous devrez les lui demander directement et les fournir au Centre canadien pour la cybersécurité. Si c'est le cas pour un produit particulier, saisissez « Voir les renseignements joints » dans les champs correspondants.
- f. **Nom du fournisseur** désigne le nom du fournisseur (c'est-à-dire les sous-traitants, le revendeur, le distributeur, etc.) du produit commandé. Cela inclut toute entité commerciale

Solicitation No. – N° de l'invitation 24062-180627/A	Amd. No – N° de la modif. 009	Buyer ID – Id de l'acheteur 138XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client 24062-180627	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

impliquée dans la production de produits ou de services visant à aider à répondre aux exigences de la soumission.

- g. **Numéro DUNS du fournisseur** est déjà expliqué ci-dessus.
- h. **URL du fournisseur** désigne l'URL de la page Web du fournisseur du produit.
- i. **Propriété** désigne les cinq principaux (en pourcentage) propriétaires du FEO ou du fournisseur. Les noms fournis pour les propriétaires sont ceux qui se trouvent dans les documents de propriété de l'entreprise en question.
- j. **Investisseurs** désigne les cinq principaux (en pourcentage) investisseurs du FEO ou du fournisseur. Les noms fournis pour les investisseurs sont ceux qui se trouvent dans les documents d'investissement de l'entreprise en question.
- k. **Dirigeants** désigne les dirigeants et les membres du conseil d'administration de l'entreprise en question.
- l. **Pays/Nationalité** désigne le pays de la nationalité principale d'une personne indiquée ou le pays dans lequel une personne morale est enregistrée.
- m. **Lien vers le site Web de l'entreprise** désigne l'URI ou l'URL renvoyant vers les renseignements appuyant les renseignements indiqués dans chacun des champs indiqués ci-dessus : Nom du FEO ou du fournisseur, Propriétaires, Investisseurs et Dirigeants.
- n. **Information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement** désigne tout renseignement que le Canada exige du soumissionnaire ou de l'entrepreneur pour effectuer une évaluation complète de la sécurité de l'ISCA au cours du processus d'évaluation de l'ISCA.

Exigences de soumission de l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement

Les soumissionnaires doivent fournir les renseignements suivants d'ici la date de clôture de la soumission (voir la partie 2 – Instructions à l'intention des soumissionnaires, article 2.2 – Présentation des soumissions) :

- a. Liste de produits de TI : Les soumissionnaires doivent indiquer les produits qui pourraient servir à transmettre et à stocker les données du Canada, ou qui pourraient être utilisés ou installés par le soumissionnaire ou un de ses sous-traitants pour effectuer toute partie des travaux, ainsi que les renseignements suivants concernant chaque produit :
 - i. Nom du FEO
 - ii. Numéro DUNS du FEO
 - iii. Nom du produit
 - iv. Numéro du modèle
 - v. Renseignements sur la vulnérabilité

Les soumissionnaires sont priés de fournir les renseignements sur les produits de TI pour la solution qu'ils proposent à la *Page B – Liste des produits de TI*. Les soumissionnaires doivent en outre insérer une ligne distincte pour chaque produit. On demande aux soumissionnaires de ne pas répéter des itérations multiples du même produit (c.-à-d. si le numéro de série ou la couleur sont les seules différences entre les deux produits, ils sont considérés comme étant le même produit dans le cadre du processus d'évaluation de l'ICA).

- b. Renseignements sur les propriétaires : Il n'est nécessaire de remplir les rubriques de la section « C – Renseignements sur les propriétaires » que si le FEO ou le fournisseur n'est pas en mesure de fournir un numéro DUNS.
 - i. Nom du fournisseur

Solicitation No. – N° de l'invitation 24062-180627/A	Amd. No – N° de la modif. 009	Buyer ID – Id de l'acheteur 138XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client 24062-180627	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- ii. Numéro DUNS du fournisseur
- iii. URL du fournisseur
- iv. Propriétaires
- v. Investisseurs
- vi. Dirigeants
- vii. Pays/Nationalité
- viii. Lien vers le site Web de l'entreprise

Évaluation de l'ISCA

- a. Le Canada déterminera si, à son avis, l'ISCA donne lieu à la possibilité que la solution du soumissionnaire compromette ou serve à compromettre la sécurité du matériel, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des renseignements lui appartenant.
- b. Lors de l'évaluation :
 - i. Le Canada peut exiger du soumissionnaire des renseignements supplémentaires nécessaires pour effectuer une évaluation complète de l'ISCA. Le soumissionnaire disposera de deux jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par le Canada) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada.
 - ii. Le Canada peut confier l'évaluation à ses propres ressources et peut, au besoin, se procurer des renseignements supplémentaires auprès de tiers. Le Canada peut utiliser tout renseignement, figurant dans la soumission ou provenant d'une autre source, qu'il juge utile afin d'effectuer une évaluation complète de l'ISCA.
- c. Si le Canada juge qu'il est possible que tout aspect de l'ISCA, si celle-ci était utilisée par le Canada, puisse compromettre ou servir à compromettre la sécurité du matériel, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des renseignements lui appartenant :
 - i. Le Canada avertira (par courriel) le soumissionnaire pour lui faire part des aspects de l'ISCA qui le préoccupent ou qu'il ne peut pas évaluer (par exemple, des propositions de versions futures de produits ne peuvent être évaluées). Tous les renseignements supplémentaires que le Canada pourrait être en mesure de fournir au soumissionnaire au sujet de ses préoccupations dépendront de la nature de celles-ci. Dans certains cas, pour des raisons de sécurité nationale, il pourrait être impossible pour le Canada de fournir d'autres renseignements au soumissionnaire. Par conséquent, dans certaines circonstances, le soumissionnaire ne connaîtra pas les raisons sous-jacentes des préoccupations du Canada relativement au produit, au sous-traitant ou à d'autres aspects de l'ISCA. En ce qui concerne les préoccupations éventuelles, le Canada peut, à son entière discrétion, déterminer une éventuelle mesure d'atténuation que le soumissionnaire pourrait devoir mettre en œuvre par rapport à n'importe quelle portion de l'ISCA si un contrat lui est attribué.
 - ii. Après la réception de l'avis écrit du Canada, le soumissionnaire aura la possibilité de soumettre une ISCA révisée. Si le Canada a déterminé une mesure d'atténuation potentielle que le fournisseur pourrait devoir mettre en œuvre si un contrat lui est attribué, le soumissionnaire doit confirmer dans l'ISCA révisée son consentement ou son refus que tout contrat attribué comprenne des engagements supplémentaires relatifs à ces conditions d'atténuation. L'ISCA révisée doit être soumise dans les **dix (10) jours civils** suivant la journée à laquelle l'avis écrit du Canada est envoyé au soumissionnaire (ou un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante).
- d. Si le soumissionnaire présente une ISCA révisée dans le délai imparti, le Canada effectuera une deuxième évaluation. Si le Canada juge qu'il est possible que tout aspect de l'ISCA révisée du soumissionnaire puisse compromettre ou servir à compromettre la

Solicitation No. – N° de l'invitation 24062-180627/A	Amd. No – N° de la modif. 009	Buyer ID – Id de l'acheteur 138XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client 24062-180627	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

sécurité du matériel, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des renseignements lui appartenant, le soumissionnaire recevra le même type d'avis décrit au paragraphe c) ci-dessus. Toute autre possibilité d'examen de l'ISCA sera laissée à l'entière discrétion du Canada et tous les répondants de l'ISCA se verront offrir la même possibilité. En participant à ce processus, le soumissionnaire reconnaît que la nature de la technologie de l'information est telle que de nouvelles vulnérabilités, y compris celles liées à la sécurité, sont constamment découvertes. Par conséquent :

- i. la qualification, conformément à ce processus d'évaluation de l'ISCA, ne constitue pas une approbation selon laquelle les produits ou autres renseignements inclus dans le cadre de l'ISCA répondront aux exigences du contrat qui en découle;
- ii. une qualification, conformément à ce processus d'évaluation de l'ISCA, ne signifie pas que de l'ISCA identique ou similaire sera évaluée de la même façon pour les besoins futurs;
- iii. à tout moment au cours de ce processus de demande de propositions, le Canada peut aviser un soumissionnaire que des aspects de son ISCA font l'objet de préoccupations en matière de sécurité. À ce stade, le Canada avisera le soumissionnaire et lui offrira l'occasion de réviser son ISCA, en suivant le processus décrit ci-dessus.
- iv. Au cours de l'exécution de tout contrat subséquent à la présente demande de soumissions, si le Canada est préoccupé par certains produits, conceptions et sous-traitants compris initialement dans l'ISCA, il gérera ses préoccupations conformément aux modalités du contrat.

Au terme de l'évaluation de l'intégrité de l'ISCA, l'autorité contractante informera les soumissionnaires des résultats.

Onglet A – Couverture du formulaire 2 de l'ISCA

Supply Chain Security Information (SCSI) Vendor Submission Form



PART A - BIDDER INFORMATION	
Procurement Name:	
Date submitted:	
Solicitation Number:	
Bidder Name:	
Bidder DUNS Number:	

PART B - PRODUCT LIST
CLICK HERE TO ADD ITEMS +

PART C - OWNERSHIP INFORMATION
CLICK HERE TO ADD ITEMS +

Please save this form only in Excel format before submitting. Please do not use other formats.

Onglet B – LISTE DES PRODUITS DE TI

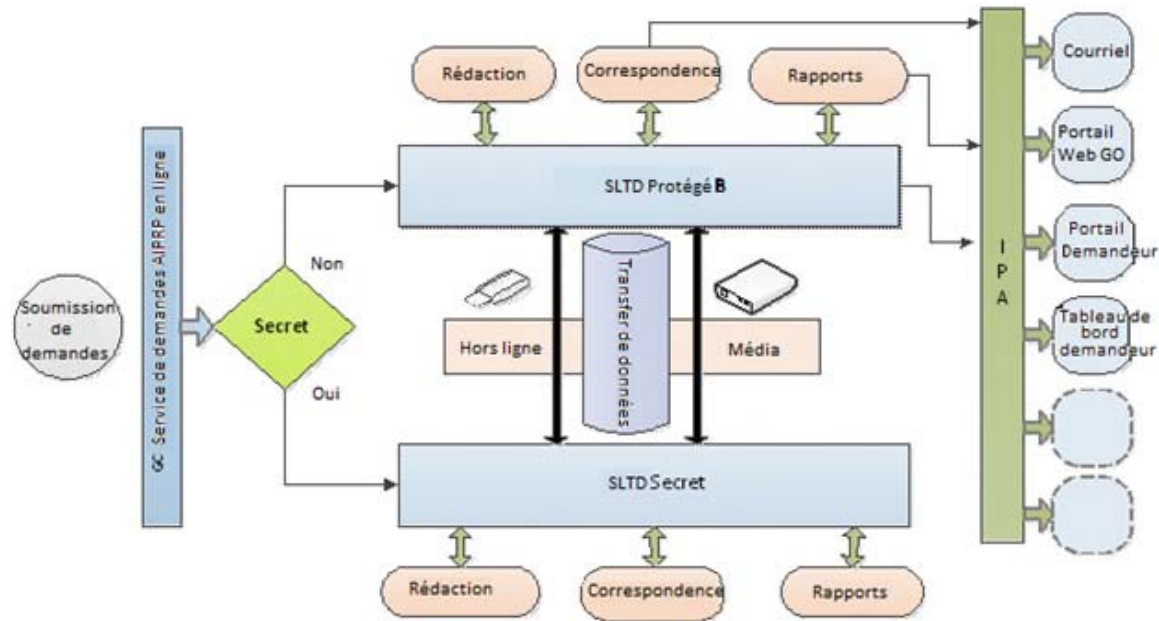
Item	OEM Name	OEM DUNS Number	Product Name	Model / Version	Product URL	Vulnerability Information	Supplier Name	Supplier DUNS Number	Supplier URL	Additional Information
1										
2										
3										
4										
5										

Solicitation No. – N° de l'invitation 24062-180627/A	Amd. No – N° de la modif. 009	Buyer ID – Id de l'acheteur 138XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client 24062-180627	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Onglet C – Renseignements sur les propriétaires

Item	OEM or Supplier name	Ownership	Investors	Executives	Country / Nationality	Corporate website link
1						
2						
3						

Insérer comme appendice A à l'annexe E - Vue conceptuelle de l'environnement technique, ce qui suit:



PART 3:

Supprimer le formulaire 5 dans son intégralité.

Remplacer par le texte suivant:

FORMULAIRE 5 – FORMULAIRE DE DÉCLARATION

Ce formulaire de déclaration doit être soumis dans le cadre de la procédure d'appel d'offres avec votre soumission d'offre électronique. Veuillez le remplir et l'étiqueter comme "Protégé" et le soumettre conformément à l'article 3.1 de la demande de propositions. Ce formulaire est considéré comme "Protégé B" lorsqu'il est rempli.	
Raison sociale complète de l'entreprise :	
Adresse de l'entreprise :	
Numéro d'entreprise – Approvisionnement (NEA) :	
Numéro de la soumission :	
Date de la soumission : (AA-MM-JJ)	

Solicitation No. – N° de l'invitation 24062-180627/A	Amd. No – N° de la modif. 009	Buyer ID – Id de l'acheteur 138XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client 24062-180627	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Avez-vous, le soumissionnaire, vos affiliés ou l'un de vos directeurs, été reconnu coupable ou plaidé coupable concernant une infraction ou une infraction similaire commise au Canada ou ailleurs aux termes d'une des dispositions suivantes¹ :

	Oui	Non	Commentaires
Loi sur la gestion des finances publiques			
80(1)d) : Fausse inscription, faux certificat ou rapport	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
80(2) : Fraude à l'encontre de Sa Majesté			
154.01 : Fraude commise à l'égard de Sa Majesté			
Code criminel			
121 : Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale		<input type="checkbox"/>	
124 : Achat ou vente d'une charge	<input type="checkbox"/>		
380 : Fraude commise à l'égard de Sa Majesté	<input type="checkbox"/>		
418 : Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté			

Au cours des trois dernières années, avez-vous, le soumissionnaire, vos affiliés ou l'un de vos directeurs, été reconnu coupable ou plaidé coupable concernant une infraction commise au Canada ou ailleurs aux termes d'une des dispositions suivantes¹ :

Code criminel			
119 : Corruption de fonctionnaires judiciaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
120 : Corruption des fonctionnaires			
346 : Extorsion			
366 à 368 : Faux et infractions similaires			
382 : Manipulations frauduleuses d'opérations boursières			
382.1 : Délit d'initié			
397 : Falsification de livres et documents			
422 : Violation criminelle de contrat			
426 : Commissions secrètes			
462.31 : Recyclage des produits de la criminalité			
467.11 à 467.13 Participation aux activités d'une organisation criminelle			

Solicitation No. – N° de l'invitation 24062-180627/A	Amd. No – N° de la modif. 009	Buyer ID – Id de l'acheteur 138XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client 24062-180627	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

• Loi sur la concurrence 45 : Complot, accord ou arrangement entre concurrents 46 : Directives étrangères 47 : Truquage des offres 49 : Accords bancaires fixant les intérêts, etc.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<div style="border: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>
--	--------------------------	--------------------------	---

¹ Pour lesquelles aucun pardon ou équivalent n'a été reçu.

	Oui	Non	Commentaires
52 : Indications fausses ou trompeuses 53 : Documentation trompeuse			
Loi sur la corruption d'agents publics étrangers			<div style="border: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>
3 : Corruption d'agents publics étrangers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4 : Comptabilité			
5 : Infraction commise à l'étranger			
Loi réglementant certaines drogues et autres substances			<div style="border: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>
5 : Trafic de substances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
6 : Importation et exportation			
7 : Production de substances			
Autres lois			<div style="border: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>
239 : Déclarations fausses ou trompeuses de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
327 : Déclarations fausses ou trompeuses de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>			

Autres commentaires

Solicitation No. – N° de l'invitation 24062-180627/A	Amd. No – N° de la modif. 009	Buyer ID – Id de l'acheteur 138XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client 24062-180627	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

☐ Je, (nom) _____, (poste) _____, de (nom de l'entreprise du soumissionnaire) _____ autorise TPSGC à recueillir et utiliser les renseignements fournis, en plus de tout autre renseignement pouvant être requis pour faire une détermination d'inadmissibilité, et de rendre publics les résultats.

☐ Je, (nom) _____, (poste) _____, de (nom de l'entreprise du soumissionnaire) _____ atteste que
☐ les renseignements fournis dans le présent formulaire sont, dans la mesure de mes connaissances, véridiques et exhaustifs. De plus, je suis conscient que la présentation d'information erronée ou incomplète peut entraîner l'annulation de ma soumission, ainsi que déterminer mon inadmissibilité ou ma suspension à titre de soumissionnaire.

Votre intérêt à faire affaire avec le gouvernement du Canada est très apprécié. Nous vous remercions pour la compréhension dont vous faites preuve quant aux étapes supplémentaires que nous devons mettre en œuvre pour protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement de TPSGC.

Solicitation No. – N° de l'invitation 24062-180627/A	Amd. No – N° de la modif. 009	Buyer ID – Id de l'acheteur 138XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client 24062-180627	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PART 4:

Question 58: L'intelligence artificielle (IA) est une technologie importante qui nous semble sous-représentée dans l'ensemble des besoins actuels. Les capacités avancées de l'IA, telles que la découverte et les améliorations associées au fil du temps grâce à l'apprentissage machine, seront importantes pour les ministères où les coûts de prestation des services d'IA attribuables aux efforts de recherche/examen humains sont importants par rapport aux économies réalisées grâce à l'optimisation/normalisation des flux de travail. Nous croyons qu'une fois que la solution du ou des soumissionnaires retenus sera déployée, les ministères ayant un volume important d'AIPRP voudront rapidement bénéficier de cette amélioration et d'autres améliorations fonctionnelles.

Par conséquent, nous recommandons d'ajouter une exigence obligatoire (ou une exigence de grande valeur) afin que le Canada puisse évaluer le niveau d'effort requis pour INTÉGRER des fonctions d'intelligence artificielle avancées en particulier, et d'autres capacités en général, dans toute solution clé en main obtenue à la suite de ce concours. Ce type d'architecture "extensible" profiterait au Canada et aux Canadiens en permettant aux ministères et aux tiers fournisseurs de logiciels indépendants et/ou aux fournisseurs de services publics en nuage de se "brancher" efficacement pour ajouter/remplacer/améliorer des fonctionnalités importantes à des coûts nettement inférieurs au fil du temps.

Réponse 58: Le GC reconnaît l'importance de la technologie de l'intelligence artificielle (IA) pour aider les institutions à réaliser une plus grande efficacité dans le traitement des demandes d'AIPRP. À l'appui de ces capacités, la demande de soumissions stipule que **la SLTD doit donner les résultats présentés ci-dessous : (i) Automatiser le traitement électronique des demandes d'AIPRP et des processus administratifs, ou en augmenter l'efficacité; (..) (xiii) Utiliser les technologies Web innovantes pour offrir des solutions intégrées et économiques; (xx) Offrir une gamme de niveaux de fonctionnalité pour le traitement des demandes d'AIPRP des institutions du GC qui exigent de niveaux plus élevés d'automatisation, d'intégration et de production de rapports; et (xxi) Offrir des fonctionnalités supplémentaires pouvant appuyer les institutions du GC par l'entremise de niveaux plus avancés d'automation et d'intégration des systèmes, et de fonctionnalités spécialisées pour la prestation des services d'AIPRP.**

Quant à l'ajout d'une exigence supplémentaire pour évaluer le niveau d'effort requis pour intégrer des fonctionnalités avancées d'IA (et d'autres capacités) dans une solution clé en main, le GC a attribué aux exigences cotées C53 et C89 les scores les plus élevés (20 points) pouvant être attribués à un fonctionnalité logicielle. L'IA évalue près de 10% du score global de niveau II. Si la solution logicielle du soumissionnaire est conçue avec une architecture extensible, il appartient alors au soumissionnaire de démontrer comment il peut fournir ce type d'architecture à moindre coût. Si la solution proposée est modulaire, chaque module doit être détaillé dans la proposition et expliquer comment chaque module peut s'intégrer à la solution proposée.

Question 59: Le Canada envisagera-t-il de prolonger la période d'appel d'offres?

Réponse 59: Aucune autre extension ne sera effectuée pour le moment.

Question 60: Dans les instructions au soumissionnaire 2.1 et sous postel connect, la section 2a propose une option de soumission d'offres électroniques du vendeur. Le formulaire 5 suggère que nous soumettions ce formulaire dans le cadre de notre offre et sur ce formulaire, il est dans une enveloppe scellée envoyée à l'Intégrité, Direction générale de la surveillance ministérielle. Cette soumission scellée est-elle nécessaire ou s'agit-il simplement d'un ancien formulaire qui suppose que nous soumettons des copies papier et NON des soumissions par le biais de postel?

Réponse 60: Le formulaire 5 a été modifié ci-dessus dans la partie 3. Le formulaire 5 doit être soumis dans le cadre de la soumission d'une offre électronique.

TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DEMEURENT LES MÊMES.